Rébellion

1) *Pouvez-vous retracer brièvement l'origine de la crise financière que nous traversons actuellement ? En quoi cette crise est-elle systémique et non conjoncturelle ?*

La crise actuelle a éclaté à l'automne 2008 aux Etats-Unis. C'était à l'origine une crise du surendettement des ménages provoquée par des prêts hypothécaires à risque (les fameux *subprimes*) accordés par les banques, à des fins spéculatives, à des gens qui n'avaient pas les moyens de les rembourser. Lorsque les faillites et les saisies ont commencé à se multiplier, les banques se sont retrouvées en difficulté, et la crise s'est rapidement étendue au monde entier par le biais des marchés financiers qui avaient eux aussi spéculé sur les dettes des particuliers. Les Etats sont alors intervenus pour sauver les banques en s'endettant à leur tour. La crise de la dette privée s'est ainsi transformée en crise de la dette publique (les « dettes souveraines »). En Europe, où la dette des Etats a aujourd'hui presque partout dépassé la barre de 60 % du produit intérieur brut (PIB) fixée par le traité de Maastricht (on en est en France à 85 % !), tandis que l'on enregistre une montée inexorable de la dette extérieure dans la moitié des pays de la zone euro, la crise s'est encore aggravée du fait du problème de l'euro. Mais bien entendu, les causes de la situation actuelle sont aussi plus générales ou plus lointaines. La mondialisation, la dérégulation généralisée de l'activité des marchés financiers depuis 30 ans, etc., sont à prendre en compte également.

Il s'agit d'une crise structurelle, systémique, et non d'une crise conjoncturelle, en ce sens qu'il n'y a aucune possibilité d'en sortir en restant à l'intérieur du système dominant. C'est ce que l'on voit très bien aujourd'hui. Les Etats endettés pensent pouvoir réduire leur dette en freinant brutalement leurs dépenses et en cherchant à augmenter leurs recettes. Mais ils le font en adoptant des mesures dites d'« austérité », ce qui revient à faire payer les pots cassés par des classes populaires déjà appauvries et des classes moyennes en voie de déclassement. Or, l'austérité a pour effet de réduire encore le pouvoir d'achat, donc de diminuer la demande intérieure, ce qui aggrave évidemment le déficit budgétaire que l'on prétendait juguler, puisque la baisse du PIB se traduit par une chute des ressources fiscales. Les Etats doivent à nouveau emprunter, ce qui alourdit encore leur dette et en augmente les intérêts. Parallèlement, la surévaluation de l'euro par rapport au dollar freine les exportations, ce qui contribue à la désindustrialisation, surtout dans les pays du Sud de l'Europe, où l'endettement public est aggravé par le déficit de la balance commerciale dû à la baisse de leurs exportations.

Là dessus interviennent les agences de notation, qui décotent les uns après les autres les Etats en difficultés – la France perdra bientôt son triple A –, généralisant du même

coup le doute sur leur solvabilité. Ce doute entraîne, sinon un tarissement des capacités d'emprunts, du moins des exigences supplémentaires de la part des créanciers, banques et marchés financiers, qui exigent des primes de risque plus élevées pour continuer à financer la dette : n'ayant plus le choix qu'entre de nouveaux tours de vis budgétaires, qui accélèrent la récession, et des déficits publics plus importants que prévus, qui les exposent à la colère des marchés financiers, les Etats doivent emprunter à des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Le renchérissement du coût de la dette alourdit les charges d'intérêt, ce qui hypothèque la réduction des déficits et appelle de nouvelles mesures d'austérité pour rassurer les créanciers. On entre ainsi dans un cercle vicieux, une sorte de spirale infernale. On ne pourrait en sortir qu'au prix d'une rupture forte avec le système dominant, ce à quoi personne ne veut se résoudre. C'est pourquoi la situation n'a cessé de se dégrader en dépit de toutes les mesures qui ont été prises (tous les gouvernements européens ont, à date récente, révisé à la baisse leurs prévisions), et c'est aussi pourquoi le pire est encore à venir. La France sera en récession en 2012, et le taux de chômage y dépassera 10 %. Les entreprises vont continuer à se délocaliser, les déficits extérieurs vont continuer à s'accroître et la dette va encore exploser. Le reste de la zone euro devrait connaître une situation analogue : récession ou stagnation, hausse du chômage (11,1 % en moyenne). Certains spécialistes laissent même prévoir une « très grande récession ». C'est en fait toute l'économie européenne qui est appelée à se contracter d'ici à 2015.

2) *Quelles seraient les conséquences politico-économiques d'une sortie de la France de la zone euro ? Sous quelles conditions prônez-vous un maintien de l'euro comme monnaie commune ?*

Je ne fais pas partie des adversaires de l'euro, qui sont généralement hostiles à la monnaie unique par réflexe « souverainiste ». La disparition de la monnaie unique européenne bénéficierait uniquement au dollar qui, contrairement à ce que beaucoup de gens s'imaginent, est aujourd'hui dans une situation encore pire que l'euro. C'est même parce que le dollar est menacé, à la fois dans sa dimension nationale et comme unité de compte internationale, que les marchés financiers se sont lancés dans une véritable guerre contre l'euro. Il s'agit de couler l'euro pour écouler le dollar ! Ce n'est donc pas le principe de l'euro qu'il faut contester, mais les conditions dans lesquelles il a été instauré. L'euro ne pouvait être viable que sous deux conditions. La première était qu'il ne soit pas calqué sur le mark, condition nécessaire pour qu'il puisse être utilisé sans trop de problèmes par les pays du Sud de l'Europe, et d'autre part que son instauration s'accompagne de la mise en place d'un protectionnisme communautaire aux frontières de l'Europe. Or, c'est exactement le contraire qui s'est passé. A la demande des Allemands, l'euro a été fixé au niveau du mark, tandis que l'Europe supprimait toute préférence communautaire pour s'ouvrir au libre-échangisme mondial, avec son cortège de délocalisations, de *dumping* social, etc. Au niveau auquel il a été fixé, l'euro ne pouvait pas servir de monnaie unique à des économies nationales européennes aussi divergentes. Loin d'apporter une convergence, comme on l'avait promis, il a au contraire aggravé les divergences. La Grèce, puis l'Espagne et le Portugal ont été les premiers pays touchés. C'est maintenant le tour de l'Italie, en attendant la France.

L'euro va-t-il disparaître ? Je n'en suis pas convaincu, même s'il est significatif qu'aux yeux d'un nombre croissant d'observateurs, la dégradation constante des taux d'intérêt annonce la fin probable de la monnaie unique. Ce qui me paraît en revanche évident,

c'est que la zone euro ne va pas pouvoir se maintenir telle qu'elle est actuellement. Il n'est pas exclu que certains pays (Grèce, Portugal, Espagne, Italie) abandonnent l'euro, tandis que celui-ci continuerait d'associer un nombre de pays plus restreint, dont les économies sont de niveau plus comparable (Allemagne, Bénélux, France, etc.). La conséquence en serait un nouveau renchérissement de l'euro par rapport au dollar, ce qui rendrait les exportations encore plus difficiles et condamnerait à court terme la France comme pays industriel. En tout état de cause, si l'euro devait disparaître, je suis favorable à ce qu'il soit maintenu au moins comme monnaie commune, c'est-à-dire comme unité de référence dans les échanges commerciaux avec le reste du monde. La valeur internationale, en dehors de la zone euro, de cette unité de compte européenne pourrait être aisément calculée à partir d'une moyenne pondérée des taux de change des monnaies nationales, comme c'était le cas pour l'ancien écu. Le taux de change nominal des monnaies nationales serait fixé au départ selon des parités décidées d'un commun accord, puis ferait l'objet d'un flottement concerté. L'opération serait évidemment facilitée si, préalablement au démontage de la monnaie unique, le taux de change de l'euro était fortement déprécié vis-à-vis des autres monnaies.

En France, l'abandon de l'euro et le retour au franc résoudrait sans doute quelques problèmes, mais il ne saurait être considéré comme la panacée. Associé à une dévaluation, il entraînerait inévitablement une poussée d'inflation. Tout dépendrait aussi des conditions dont lesquelles il aurait lieu : retour aux monnaies nationales pour quelques pays seulement ou pour tous ? En concertation tous ensemble ou chacun pour soi, dans le désordre et l'improvisation ? N'oubliez pas qu'un pays comme l'Angleterre, qui n'a jamais voulu adopter l'euro afin de préserver les intérêts de la City, connaît les mêmes difficultés financières (déficits, crise de la dette souveraine, dépendance vis-à-vis des marchés financiers, chômage, etc.) que la plupart des pays de la zone euro. La crise de l'euro est bien réelle, mais elle n'est qu'un facteur aggravant de la crise principale, qui est aujourd'hui le surendettement des Etats – un surendettement dont ils ne sortiront pas avec les demi-mesures et les déclarations d'intentions qui leur servent de programme.

3) *A ce propos, quelle analyse faites-vous de cet « énième sauvetage de la monnaie unique » (« Le Monde », 10 décembre 2011) qui a eu lieu à Bruxelles le 9 décembre dernier ?*

Comme d'habitude, on s'est bien gardé d'aller au fond des choses, alors que les échéances sont de plus en plus menaçantes. Rappelons seulement que, pour l'ensemble des pays de la zone euro, 1100 milliards d'euros de titres publics à moyen et long terme viendront à échéance en 2012, et que les banques européennes doivent de leur côté refinancer 487 milliards d'ici à juin 2012. Où va-t-on trouver ces énormes sommes ? Les décisions du « sommet » du 9 décembre visent à renforcer la discipline budgétaire des Etats de la zone euro, notamment par l'adoption de règles budgétaires contraignantes (la fameuse « règle d'or »), mais comme cette contrainte n'est pas assortie d'une garantie absolue des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE), le renforcement de l'austérité budgétaire a toutes chances d'accélérer la crise, au lieu de la ralentir.

Fin décembre dernier, la BCE a décidé, pour éviter de nouvelles contractions dans l'octroi de crédits aux ménages et aux entreprises, de prêter aux banques près de 500 milliards d'euros à 1 % d'intérêt sur trois ans. Cela signifie que les banques vont pouvoir continuer à prêter aux Etats à des taux de plus en plus exorbitants (près de 7 % pour

l'Italie, plus de 3 % pour la France), tout en conservant la possibilité de se refinancer auprès de la BCE à un taux d'intérêt presque nul. Pourquoi la BCE ne donne-t-elle pas directement aux Etats l'argent qu'elle donne aux banques, et dans les mêmes conditions ? C'est la conséquence de la décision prise en 1973 par le gouvernement français d'interdire à la Banque de France de faire des « avances au Trésor public », c'est-à-dire de prêter à l'Etat. Cette décision avait été motivée à l'époque par la crainte de l'inflation. Les institutions européennes l'ont ensuite reprise à leur compte, notamment lors de la signature du traité de Lisbonne. Les banques centrales ne pouvant plus prêter aux Etats, ces derniers ne peuvent plus désormais se financer qu'auprès des marchés financiers et des banques, qui déterminent à leur gré les taux d'intérêts en tenant compte de l'avis des agences de notation.

En théorie, il serait parfaitement possible de revenir sur la décision de 1973, par exemple en procédant à une réquisition temporaire des banques centrales, tout en adoptant des mécanismes de sauvegarde permettant d'éviter l'inflation. Mais c'est précisément ce que les financiers et les politiciens ne veulent pas. Quant à l'idée que la BCE fasse l'équivalent du « *quantitative easing* » américain en rachetant aux Etats une partie de leur dette, l'Allemagne, hostile à toute forme de monétisation de la dette, ne veut pas en entendre parler, pas plus qu'elle ne veut entendre parler d'une émission de titres de dettes au nom de la zone euro. Comme l'a fait observer Jacques Sapir, cette solution exigerait d'ailleurs une modification du statut de la BCE qui se heurte outre-Rhin à une impossibilité constitutionnelle, la Cour de Karlsruhe ayant imposé que les règles de la BCE soient les mêmes que celles de la Bundesbank pour consentir à l'abandon du mark. La BCE ne jouera donc pas le rôle de prêteur en dernier ressort, et la situation va continuer de s'aggraver : les Etats vont devoir emprunter toujours plus d'argent qu'ils ne pourront jamais rembourser, les taux d'intérêts devenant progressivement insoutenables. C'est le cercle vicieux dont j'ai déjà parlé. En ajoutant du déficit au déficit et de la dette à la dette, les Etats se sont d'eux-mêmes placés dans la seringue d'un véritable système d'usure, tandis que les anciens dirigeants de la banque Goldman Sachs en ont profité pour s'emparer des postes stratégiques au sein de l'Union européenne. L'Europe s'effondre sous la férule des technocrates et des banquiers.

4) *Que vous inspire le Mouvement des Indignés en Espagne ? Aux Etats-Unis ? Pourquoi selon vous ce mouvement ne rencontre-t-il pas le même succès en France ?*

On ne peut qu'avoir de la sympathie pour ce mouvement, mais on doit aussi réaliser que ses perspectives sont assez limitées. L'indignation relève avant tout de la mauvaise humeur. Elle peut certes marquer un début de prise de conscience, mais on peut aussi s'indigner chez soi devant la télévision avant d'aller se coucher. Les mouvements du type « Occupy Wall Street » sont également sympathiques. Il est révélateur qu'ils apparaissent dans un pays comme les Etats-Unis, centre névralgique du capitalisme mondial, où le socialisme n'a jamais pu sérieusement s'implanter. Mais dans ce type de manifestations, la bonne volonté s'émousse vite. Quand l'occupation se termine, parce que les gens sont fatigués, tout le monde rentre chez soi. Il est clair que l'indignation ne suffit pas à faire une révolution, ni même à provoquer une rupture radicale, même si elle peut y contribuer. Je pense qu'il faut surtout voir dans les mouvements d'Indignés un symptôme de la disqualification des instances surplombantes et des syndicats réformistes. Mais ces mouvements n'ont pas encore acquis beaucoup d'ampleur, alors même que les politiques d'austérité mises en œuvre en Europe touchent de plein fouet

des masses considérables. J'ai souvent écrit que nous ne vivions pas à l'époque des explosions, mais à celle des implosions. Les gens ont été extraordinairement dressés à accepter leur sort. On leur a fait croire que leurs problèmes devaient s'analyser en termes de « difficultés individuellee » plus qu'en termes politiques et sociaux. L'individualisme régnant rend plus difficile l'émergence de grands projets collectifs. L'épuisement, la perte d'énergie fait le reste. C'est à mon avis la généralisation de cette fausse conscience qui, en France, explique le peu de consistance du mouvement des Indignés. Les gens sont certes, mais ils sont surtout résignés. On leur a tant répété que nous vivions dans le moins mauvais des mondes possibles qu'ils ont du mal à concevoir une véritable alternative. Ils vivent sous l'horizon de la fatalité. Il n'en sera pas nécessairement toujours ainsi.

5) *Vous êtes partisan de l'instauration d'un revenu de citoyenneté. Quelles en seraient les modalités d'application ?*

Je ne suis pas au sens strict un partisan du revenu de citoyenneté, mais je pense que c'est une piste qu'il est intéressant d'explorer. Le principe en est simple, même si les modalités d'application sont plus complexes. Il s'agit de verser à chaque citoyen, de sa naissance à sa mort, un revenu minimum, qui soit inconditionnel, inaliénable, égal pour chacun, et cumulable avec n'importe quel autre revenu ou activité sans autre dégressivité que celle du système fiscal en vigueur. Contrairement aux formes classiques de revenu minimum (comme le RMI, puis le RSA), c'est un revenu versé à tous, pauvres et riches, sur une base strictement individuelle et sans aucune exigence de contrepartie autre que l'appartenance à la communauté nationale. Le revenu de citoyenneté manifeste ainsi la reconnaissance politique d'un droit inconditionnel à la survie matérielle de tout citoyen. Par son inconditionnalité, il se distingue des allocations sociales qui exigent en contrepartie une recherche d'emploi. Il ne peut être saisi aux plus modestes, mais entre dans l'assiette d'imposition des plus aisés. C'est un revenu de base que chacun complète ou non en fonction de ses besoins. Techniquement, ce système n'a rien d'une utopie. Des propositions chiffrées ont été faites, dont j'examine le détail dans mon livre. Le revenu de citoyenneté se substituerait évidemment à la plupart des aides sociales actuelles, qu'il rendrait inutiles.

Pour ceux qui en soutiennent ou en ont soutenu le principe – André Gorz, René Passet, Jean Zin, Yoland Bresson, Philippe Van Parijs, etc. –, l'instauration d'un revenu de citoyenneté aurait de multiples avantages. L'allocation d'un revenu d'existence étant un facteur évident d'intégration sociale, elle permettrait de lutter contre l'exclusion, qui ne cesse de progresser en dépit de l'explosion des transferts sociaux. Mathématiquement, elle entraînerait en outre une augmentation du pouvoir d'achat, en même temps qu'une réduction des écarts de revenus. Favorisant l'autonomie, elle permettrait de nouveaux arbitrages entre temps de travail et temps libre. Etant inconditionnellement distribué à tous, le revenu de citoyenneté échappe par ailleurs à tout marchandage politique et n'incite pas à frauder, contrairement à la plupart des prestations sociales. Il est également de nature à faire évoluer la relation contractuelle entre les salariés et les employeurs, les premiers n'étant plus obligés d'accepter n'importe quel emploi pour survivre (moins l'on aura besoin de gagner de l'argent, moins l'on sera enclin à accepter des emplois mal payés et dégradants). En aidant à faire la transition entre deux périodes à revenu d'activité, il permettrait de mieux supporter les coûts d'attente ou de transaction. En aidant à sortir du cadre du salariat généralisé, en créant une sorte

d'alternative au travail salarié, il empêcherait celui-ci de coloniser toutes les sphères de l'existence, contredisant du même coup l'idée, répandue par le patronat comme par l'idéologie dominante, que le travail salarié est la seule base possible de la société, la seule source de cohésion sociale, et que sans lui on ne peut pas vivre « dignement ». Mais on a aussi adressé des critiques à ce système. La principale réside dans la crainte que l'instauration du revenu de citoyenneté ne désarme toute contestation radicale. Non seulement le revenu garanti favoriserait la flexibilité du travail, mais il stabiliserait, renforcerait et pérenniserait le système en place. Ce serait donc une mesure réformiste qui ne changerait fondamentalement pas grand-chose au système dominant. C'est la raison pour laquelle d'autres auteurs, comme Michel Husson, Guy Aznar ou Jean-Marie Haribey, pensent préférable de militer pour la réduction du temps de travail et pour la création de nouvelles gratuités. Une telle objection est assurément recevable. Mais l'idée du revenu de citoyenneté n'en mérite pas moins d'être examinée de près.

6) *Que pensez-vous du concept de Base autonome durable (BAD) tel qu'exposé par Michel Drac dans le numéro 49 de « Rébellion » ?*

La notion de base autonome durable a surtout été développée par Piero San Giorgio dans un livre récent, *Survivre à l'effondrement économique*, dont Michel Drac a été l'éditeur. C'est une notion intéressante, mais qui est envisagée ici dans une perspective strictement « survivaliste ». Si tout le système s'effondre, dit San Giorgio, le meilleur moyen de maximiser nos chances de survie consisterait à mettre en place des bases autonomes durables, celles-ci pouvant être aussi bien rurales qu'urbaines, mobiles, délocalisées, etc. Je renvoie à son livre pour le détail. Le problème est que, pour se rallier à cette idée, il faut déjà accepter l'hypothèse d'un effondrement relativement imminent de toutes les sociétés développées actuelles, effondrement consécutif à une conjonction de crises catastrophiques, comme la fin du système financier, l'épuisement des ressources naturelles, la disparition du pétrole, la surpopulation, la détérioration brutale des écosystèmes, etc. Je pense qu'il n'est pas irréaliste d'envisager pareille perspective, mais que celle-ci n'est toutefois pas assurée, et qu'en tout état de cause il est impossible de la situer dans le temps. Quoi que nous réserve l'avenir, on ne peut se contenter de préparer sa petite base autonome durable en attendant le grand jour, comme d'autres ont dans le passé attendu le « Grand Soir ». Le « survivalisme » n'est pas critiquable dans son principe, mais à court terme ce peut être aussi un alibi pour ne rien faire. Dans l'immédiat, il me semble que la meilleure façon de préparer des bases autonomes de ce genre serait de militer déjà pour un retour généralisé au localisme, que ce soit sur le plan politique (démocratie de base, démocratie directe, généralisation du principe de subsidiarité) ou sur le plan économique (relocaliser la production et la consommation, en recourant éventuellement à un système de taxations progressives décourageant les entreprises d'exporter au plus loin).

7) *Quelques saines lectures à recommander ?*

Pour ne pas avoir à vous proposer une liste trop longue, je me bornerai à vous signaler la parution récente de deux essais vraiment remarquables. Il s'agit d'abord du *Complexe d'Orphée* (Climats-Flammarion), de Jean-Claude Michéa, qui met en perspective la différence d'inspiration fondamentale existant entre le socialisme ouvrier des origines et une « gauche » moderne aujourd'hui totalement ralliée à l'idéologie du

progrès. Je citerai ensuite l'excellente *Histoire critique du marxisme* du philosophe italien Costanzo Preve, publiée à l'automne dernier chez Armand Colin. Michel Henry définissait plaisamment le marxisme comme l'ensemble des contresens que l'on a pu faire sur Karl Marx. En se faisant l'historien des idées « marxistes », Preve ne montre pas seulement que Marx n'a jamais été le « fondateur du marxisme ». Indirectement, il s'emploie aussi à placer sous un jour plus exact la pensée de Marx qui, selon lui, ne relève nullement du matérialisme ni même de l'économicisme, mais bien plus exactement d'un « idéalisme de l'émancipation ».